

réalités de l'est) et la politique non offensive du PCF protègent pour un temps le système, il reste que le monopole de l'opposition et de l'opposition populaire (et ouvrière en particulier) qui lui est concédé peut, en cas de crise, se révéler très néfaste. Au mot de Malraux : « Il y a nous et le PC », les Mitterrand, Mendès et autres opposent une perspective « travailliste », une « troisième force ». Ce courant « mendessiste » qui a détaché des siens y compris dans le gaullisme (Nora, Delors ne sont que les plus connus, mais on trouve dans le personnel des cabinets ministériels outre les gaullistes de toujours et les arrivistes-affairistes un nombre important de personnes qui furent déjà dans les équipes mendessistes au pouvoir ou dans l'opposition) s'est constitué autour d'un certain nombre de hauts fonctionnaires, de grands commis de l'Etat, Enarques ou Inspecteurs de finances d'après-guerre (comme Rocard, Mochane, Chevènement), technocrates, gestionnaires d'entreprises nationalisées, responsables de la « planification ». Ces gens qui, formellement salariés, font partie à part entière de la bourgeoisie de par leur fonction sociale, leurs liens familiaux, l'origine d'une partie de leurs revenus, leurs réflexes politiques anti-ouvriers et anti-communistes, sont en quête de base de masse et de levier politique. Une partie l'a cherché du côté de Giscard et ses clubs ou directement dans le gaullisme orthodoxe. Une autre l'a cherché à gauche où depuis longtemps, à la droite du réformisme ouvrier, leurs pairs ont pénétré (cf le courant planiste de De Man en Belgique et de la CGT en France, avant-guerre) et où après 45 les technocrates bourgeois ont rencontré les gestionnaires sociaux-démocrates du capitalisme ou la direction démocrate-chrétienne de la CFTC soucieuse de « mettre fin à la monarchie dans l'entreprise », de démocratiser et co-gérer.

II. — LES TENTATIVES DE RENOUVELLEMENT DE LA GAUCHE DEPUIS 58

a) L'utilisation des outsiders :

La minorité socialiste qui sort en 1958 de la SFIO se voit immédiatement sollicitée contradictoirement : dans le sens d'unir la gauche socialiste, avec l'UGS et des oppositionnels communistes en instance de sortie du PCF ; ou de s'intégrer, dans un ensemble plus vaste avec les mendessistes (qui viennent de sortir du Parti Radical en créant le Centre d'Action Démocratique), la gauche UDSR de Mitterrand, et même les Etudiants du MRP qui viennent de constituer, avec les Etudiants Radicaux, les étudiants Travaillistes, liés au CAD. L'« Express », journal de JJ SS, mène campagne pour cette opération. « France Observateur » de Bourdet et Martinet est plus réservé : un cartel mais pas d'unité organique et, la base UGS est pour une part majoritaire très réticente. Le PSA est divisé. On y retrouve des « humanistes » plus ou moins planistes (André Philip, thuriféraire de De Man en France avant-guerre, Daniel Mayer dirigeant de la Ligue des Droits de l'Homme, mis en minorité alors qu'il était secrétaire du PS en 46 par Guy Mollet, partisan de l'alliance PC-PS et de garder les références « marxistes » par opposition au « travaillisme » proposé par Mayer) mais aussi des pivertistes, issus de la « gauche révolutionnaire » du PS d'avant-guerre (Lucien Weitz, Rosenfeld, Delpieux) partisans d'une nouvelle expérience centriste ou pensant que le PSA pourrait jouer un rôle de pression sur le PS, sinon sur le PC pour ramener un nouveau Front Populaire (une partie des oppositionnels « communistes » comme Poperen, qui viennent de fonder « Tribune du Communisme » pensent cela). Cette dernière idée est d'ailleurs partagée par des dirigeants de l'UGS (Bourdet, Martinet) qui, eux, raisonnent davantage en termes de pressions à exercer sur le PC. En

novembre 56, la « Nouvelle Gauche » écrivait déjà : « Le dégel du PC assignerait enfin au radicalisme de gauche son véritable rôle, celui d'appoint de la fraction la plus éclairée de la bourgeoisie à un vaste mouvement populaire ».

Mais la majorité du PSA est très prudente quant à l'avenir : elle s'intitule Parti Socialiste SFIO (Autonome) au départ, et essaie de se faire reconnaître par l'Internationale comme la seule section française. En même temps sont gardés des liens avec des opposants qui sont restés au PS.

Finalement l'UFD (Union des Forces Démocratiques), présentera aux Présidentielles un universitaire vieux démocrate, le doyen Châtelet ; la fusion UGS-PSA-Tribune du Communisme se fera, les mendessistes ayant échoué dans l'opération de transformer l'UFD en parti, rentreront en bloc dans le PSA, Mitterrand restant sur la touche, n'ayant même pas un prestige de décolonisateur à faire avaler aux socialistes sincères du regroupement.

Le Parti Socialiste Unifié qui se crée alors est une sorte de front populaire en réduction qui, dans les grandes occasions, et non sans que la base et les jeunes renâcent, servira de faire-valoir à Mendès-France et à son « socialisme moderne » dont il apparaît progressivement que l'idéologie est fortement partagée par toute une série de leaders d'autre origine du PSU. Cette idéologie, enrobée de références marxistes formelles que Mendès n'allait pas jusqu'à utiliser, on la retrouve aussi bien chez Serge Mallet qui, dans un éditorial fameux de « France-Observateur » allait chercher son bien aussi bien chez Bernstein que chez Martinet (« le marxisme de notre temps » puis « la conquête des pouvoirs ») ou Rocard (le fameux Colloque de Grenoble synthétisa tout cela : contre le poujadisme ouvrier nous devons nous appuyer sur les couches nouvelles, soutenir l'aile dynamique du grand Capital qui va objectivement dans le sens de l'histoire en nous débarrassant des bouilleurs de crus, et noyauter — grâce à ses appuis — tous les nouveaux centres de décision qui sont les organismes socio-économiques décisifs).

Le problème, c'est que le PSU, non seulement ne faisait pas le poids, mais avait plusieurs visages et une aile jeune et révolutionnaire qui perpétuellement en sortait et perpétuellement se renouvelait, empêchant la direction de n'en faire qu'à sa tête, d'autant plus que c'était elle la base militante, pour une grande part, ce qui donnait à l'extérieur une image de marque composite, contrastée, peu à même de faire le poids par rapport aux organisations traditionnelles, ni de résoudre le fameux problème du rééquilibrage de la gauche.

b) Le projet du club Jean Moulin :

En 1965, ce club, composé de quelques centaines de hauts fonctionnaires et technocrates, brain-trust de la pensée mendessiste, tirant le bilan des tentatives de renouvellement de la gauche dans un livre : « Un parti pour la gauche » (Ed. du Seuil) estime que l'axe privilégié de reconstruction d'une gauche non-communiste forte, ne pourra passer que par l'utilisation de la majeure partie des forces actuellement regroupées dans la SFIO. Il note qu'un parti de gouvernement peut se passer d'une organisation de masse, disposant de l'appareil d'Etat, mais qu'un parti d'opposition ne le peut pas en particulier s'il veut s'appuyer sur la majeure partie de la population. Il note qu'il existe des inorganisés qui sont des « multiplicateurs d'opinion » potentiels (nous dirions des militants, mais la nuance est intéressante quant à la perspective dans laquelle se placent ces honorables bonshommes). Des organisés existent aussi, du PC au MRP, qui sont en désaccord avec leur organisation mais qui ne la quittent pas car ils savent qu'ils retrouveront ailleurs les mêmes réalités décevantes. Pour avoir la moindre chance d'un avenir majoritaire la formation envisagée devrait, sans repousser les membres